

comme le Leopard II ou ceux qui sont en préparation dans les pays du Pacte de Varsovie. Sans doute, comme l'a relevé M. Gadiant, devons-nous attendre pendant quelques années que nos troupes soient dotées du char que nous développerons en Suisse, années pendant lesquelles nos adversaires potentiels posséderont déjà ce char de la nouvelle génération. J'admets qu'il y a là une certaine lacune. La proposition de M. Gadiant visant à l'achat direct d'une soixantaine de chars au fournisseur étranger a déjà été étudiée, mais nous avons renoncé à procéder à un tel achat. Nous réexaminerons la question si cette acquisition devait se révéler absolument indispensable mais, je le répète, les démonstrations faites au cours d'exercices tels que celui auquel j'ai assisté ce matin prouvent que, même dans son état actuel et avec les armes blindées dont elle dispose, notre armée a une capacité de résistance et de défense active qui n'est pas négligeable.

Präsident: Der Kommissionspräsident beantragt uns, vom Bericht Kenntnis zu nehmen und das Postulat abzuschreiben. Wird ein anderer Antrag gestellt? – Das ist nicht der Fall, Sie haben so beschlossen.

Schluss der Sitzung um 12.25 Uhr

La séance est levée à 12 h 25

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Donnerstag, 5. Juni 1980, Vormittag

Jeudi 5 juin 1980, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Ulrich

79.080

UNIDO. Beitritt

ONUDI. Adhésion

Botschaft und Beschlussentwurf vom 21. November 1979
(BBI III, 1073)

Message et projet d'arrêté du 21 novembre 1979 (FF III, 1069)

Beschluss des Nationalrates vom 19. März 1980

Décision du Conseil national du 19 mars 1980

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. **Debétaz**, rapporteur: La Commission du commerce extérieur a consacré une partie de sa séance du 20 mai au message et projet d'arrêté fédéral concernant l'adhésion de la Suisse à l'ONUDI. M. le conseiller fédéral Honegger et M. l'ambassadeur Dunkel étaient présents et vigilants. Nous les remercions de leurs exposés imprégnés de clarté et de compétence.

Les questions posées par les commissaires furent incisives et bien sûr opportunes. Les réponses de MM. Honegger et Dunkel concises et convaincantes. Qu'attend le Conseil fédéral du Parlement? Que nous approuvions l'Acte constitutif de l'ONUDI et que nous autorisions le Conseil fédéral à le ratifier. Le Conseil national a dit oui; c'était le 19 mars, il l'a fait par 87 voix contre 2.

ONUDI ou UNIDO pour rester dans le royaume des sigles, en passant du français à l'allemand, de quoi ou de qui s'agit-il? De l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ou, si vous le préférez, de «l'Organisation der Vereinten Nationen für industrielle Entwicklung».

L'organisation existe depuis le 1er janvier 1967. Son objectif est de favoriser l'industrialisation des pays en développement et la coopération industrielle sur le plan mondial. Elle est un organe de l'Assemblée générale des Nations Unies. Notre pays est membre de l'ONUDI depuis sa fondation. Lors d'une conférence générale de l'organisation, tenue à Lima en 1975, la décision a été prise de lui donner le statut d'institution spécialisée des Nations Unies. Les négociations conduisant à ce statut d'indépendance ont abouti en avril 1979. On a ainsi tenu compte de l'importance croissante prise ces dernières années par les problèmes de l'industrialisation et on a répondu aux demandes formulées notamment par les pays en développement.

Le nouveau statut de l'ONUDI est similaire à celui d'autres institutions spécialisées des Nations Unies: pensons à la FAO pour l'alimentation et l'agriculture, à l'OMS pour la santé et à l'UNESCO pour l'éducation, la science et la culture!

Les pays membres de l'ONUDI en ont donc fait une organisation indépendante de l'ONU; ils n'ont pas modifié le

but de l'ONUDI. Sa tâche principale consiste à servir d'intermédiaire entre les demandeurs de projets d'industrialisation et les entreprises ou pays qui offrent la réalisation de tels projets. La demande émanant d'un pays en développement est généralement le fait du gouvernement lui-même ou des instances responsables du plan. Quant à l'offre, elle vient des pays industrialisés; dans les pays à économie de marché comme le nôtre, l'offre relève du secteur privé.

L'ONUDI agit essentiellement sur trois plans: elle élabore et diffuse des informations au sujet des divers aspects de l'industrialisation, en vue d'aider les pays en développement à implanter et développer des entreprises industrielles. L'ONUDI soutient les efforts des pays en développement par des consultations, par des réunions techniques, par l'établissement de contacts entre les partenaires des milieux économiques de pays industrialisés et des pays en développement. De cette façon, les représentants de notre industrie peuvent rencontrer des responsables des pays en développement et définir les possibilités de coopération dans tel ou tel domaine, par exemple: transfert de technologie ou de know-how, investissements, formation. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de souligner la valeur d'actions de cet ordre. Quatre bureaux de liaison ont été créés: à Bruxelles, à Cologne, à New York et à Zürich, afin de promouvoir la coopération industrielle; à titre d'exemple de cette promotion, on peut citer la contribution du bureau de Zurich, à la réussite d'une opération concernant plus de 3000 postes d'emploi et assurant une meilleure utilisation du bois disponible dans un pays en développement.

Le troisième plan de l'action de l'ONUDI consiste à assurer l'exécution de projets. Le financement de ces réalisations peut provenir du PNUD, c'est-à-dire du Programme des Nations unies pour le développement, il peut provenir aussi du Fonds de développement industriel de l'ONUDI. La participation à ce Fonds ainsi qu'au PNUD intervient par des contributions volontaires.

Je répète que le but de l'ONUDI n'est en rien modifié par le statut d'indépendance qu'elle a obtenu en 1979. Il lui appartient toujours de contribuer au développement économique et social des pays que l'on appelle précisément en développement. Il lui appartient de favoriser dans ces pays une augmentation du niveau de vie, sur le double plan qualitatif et quantitatif. Cela doit se faire, d'abord et bien sûr, dans l'intérêt des pays en développement; c'est aussi dans l'intérêt des pays industrialisés.

La Suisse est membre de l'ONUDI. Elle peut agir directement pour la réalisation de l'objectif fondamental que je viens de rappeler et son économie peut participer, directement aussi, à la création et au développement de nouvelles industries, par exemple, je l'ai déjà dit, par des investissements en matière de transfert de technologie et de know-how, ainsi que par l'exportation de biens d'équipement et de services. Les possibilités de contrôle sont améliorées par la création du statut indépendant. Le pouvoir de décision qui, pour les questions budgétaires, appartenait à l'Assemblée générale à New York est transféré aux organes de l'ONUDI, qui décideront du programme de travail et du budget. Cet aspect de la transformation de l'ONUDI en institution indépendante a son importance pour la Suisse, qui n'est pas membre de l'ONU.

Répondant aux questions des membres de la commission, les représentants du Conseil fédéral ont donné des informations et des précisions qui ont confirmé le bien-fondé de notre adhésion à l'ONUDI, nouvelle formule.

Je résume, de façon très condensée, une partie de ces réponses: le rôle d'intermédiaire entre l'offre et la demande de projets d'industrialisation est d'un très grand intérêt pour un pays comme le nôtre. Il est utile aux entreprises qui n'ont pas les moyens de créer leur propre service de promotion industrielle et commerciale à l'intention de pays en développement. Nous pensons aux entreprises moyennes et même à des petites entreprises.

On a évoqué en séance de commission l'échec d'une conférence qui s'est tenue à New-Delhi. Du côté du Conseil fédéral, on nous a déclaré que le climat s'était amélioré depuis lors. On s'efforce de trouver une synthèse entre l'approche théorique, conceptuelle, de l'industrialisation et celle qui conduit à l'affirmation de la coopération entre pays en développement et pays industrialisés en vue de la réalisation de projets concrets.

Il faut ajouter qu'il est utile de pouvoir participer à des discussions sur la conception de l'industrialisation. Sans s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats, nos représentants peuvent apporter des idées, évoquer, pour reprendre un exemple cité, d'une part le danger d'une industrialisation forcée, excessive, exclusivement destinée aux marchés extérieurs et, d'autre part, les avantages d'une industrialisation comprise dans un sens large englobant, par exemple, les activités industrielles et artisanales qui peuvent servir de support à la production agricole et alimentaire. L'ONUDI est une organisation qui permet des relations directes entre les représentants de l'économie de marché et ceux des pays auxquels cette économie peut être utile. Il n'y a pas opposition entre pays industrialisés et pays en développement quant à l'opportunité d'augmenter le nombre des postes de travail dans ceux-ci.

Ne mettons-nous pas trop l'accent sur l'industrialisation? C'est une des questions qui ont été posées en commission. Réponse: l'ONUDI a été constituée pour favoriser le développement industriel. L'agriculture et l'alimentation relèvent d'autres institutions. La répartition des fonds entre les diverses organisations est assurée par le PNUD, qui est l'institution centrale de toute l'assistance technique des Nations Unies. Le conseil d'administration du PNUD a le devoir d'assurer une répartition judicieuse des ressources entre l'agriculture et l'industrie. Depuis cinq ans environ, tous les pays industrialisés et les institutions de financement considèrent que l'aide au développement doit être attribuée en priorité au secteur agricole.

Je conclus. Les Chambres fédérales ont approuvé la collaboration de notre pays à l'ONUDI par arrêté du 18 septembre 1968. En ratifiant aujourd'hui l'adhésion de la Suisse à l'ONUDI, organisation indépendante, nous confirmons la volonté manifestée par l'adoption de l'arrêté précité. Les buts restent les mêmes et nous restons dans le cadre de la politique économique extérieure et de la politique de coopération au développement fixées dans les grandes lignes de la politique gouvernementale. Les moyens nécessaires figurent dans la planification financière.

L'augmentation de notre contribution budgétaire ordinaire annuelle devrait être de l'ordre de 80 000 francs ou 50 000 dollars, imprévus réservés. Les contributions destinées au budget opérationnel demeurent volontaires. Les contributions de cette nature feraient partie des crédits de programme pour la coopération au développement. J'ajoute que l'exécution de l'arrêté n'entraînera pas d'augmentation de l'effectif du personnel pour notre administration.

Votre commission a voté l'arrêté fédéral à l'unanimité moins une abstention. Je puis donc vous recommander d'entrer en matière, puis d'adopter l'arrêté dans la teneur qui nous est proposée par le Conseil fédéral.

Dobler: Ich möchte vorausschicken, dass ich für Eintreten bin. Die Diskussion in der Kommission hat jedoch gezeigt, dass einerseits der Beitritt der Schweiz zur UNIDO offensichtlich in den grösseren Rahmen unserer Aussenpolitik gehört. Andererseits war jedoch eine vielseitig geäußerte Skepsis unverkennbar. Die Zusammenarbeit der Schweiz mit der UNIDO begann bereits im Jahre 1967. Der Inhalt unserer Beziehungen bestand bis heute ausschliesslich in finanziellen Leistungen. Im Zusammenhang mit der Umwandlung der UNIDO in eine Spezialorganisation der UNO wird nun eine Vorlage unterbreitet, in der der Schweiz rechtliche Verpflichtungen vorgelegt werden, also der Abschluss eines völkerrechtlichen Vertrages. Der Unterschied zwischen der geltenden und der vorgesehenen

Ordnung ist eklatant, indem die Satzungen der UNIDO genehmigt und befolgt werden müssen. Die Schweiz wird einen Beitrag an den ordentlichen Haushalt der UNIDO leisten und die Bestimmungen über den Austritt – sofern diese überhaupt praktisch und politisch in Erwägung gezogen werden können – befolgen müssen.

Einige Bemerkungen zum Materiellen: Bereits in der Kommission ist die Zielsetzung der UNIDO mit unserer Gesetzgebung über die internationale Entwicklungszusammenarbeit konfrontiert und kritisiert worden. Nach unserer Konzeption ist die Entwicklungszusammenarbeit darauf ausgerichtet, die ärmeren Länder, die ländlichen Gebiete, die Landwirtschaft, das Handwerk und die örtliche Kleinindustrie zu fördern. Es geht darum, die Priorität in bezug auf die Befriedigung der Grundbedürfnisse festzulegen. Was den armen und ärmsten Ländern fehlt, sind die Mittel zur Deckung der elementarsten Grundbedürfnisse. Eine Entwicklungspolitik, die aus Fehlern der Vergangenheit gelernt hat, wird sich deshalb nicht in erster Linie darum bemühen, das Bruttosozialprodukt der Entwicklungsländer mit Hilfe von Kapitalbildung und technologischem Fortschritt zu erhöhen. Anzustreben ist vielmehr die Befriedigung der Grundbedürfnisse (Nahrung, Gesundheit, Bildung und Obdach). Nicht die blosse Uebertragung von Kapital und von kapitalintensiven Produktionsmitteln ist also erwünscht; denn dies führt allein zur Bildung von hochindustrialisierten Zentren in den Entwicklungsländern, was negative Folgen für die Lebensqualität der betroffenen Bevölkerung bewirken könnte. Den breiten Bevölkerungsschichten in den Entwicklungsländern ist deshalb mit einer angepassten Technologie eher geholfen.

Es geht uns also darum, die Strukturen nicht komplett zu verändern. Die UNIDO bezweckt hingegen eine sogar beschleunigte Industrialisierung, indem ein Anteil von 25 Prozent an der Weltproduktion auf seiten der Entwicklungsländer bis zum Jahre 2000 postuliert wird.

Ueber die Ausgestaltung im einzelnen sagt die Botschaft Seite 5 folgendes: «Es bleibt festzuhalten, dass es die Entwicklungsländer selber sind, die den Stellenwert zu bestimmen haben, den sie der Industrialisierung in ihrer Entwicklungspolitik im Vergleich zu den andern volkswirtschaftlichen Sektoren, wie der Landwirtschaft und den Dienstleistungen, einzuräumen gewillt sind.»

In diesem Zusammenhang muss festgestellt werden, dass sich die Entwicklungsländer selber über diesen Stellenwert alles andere als im klaren sind. Ueber die Frage nach der Art der Industrialisierung, welche die Entwicklungsländer anstreben sollen, ist anlässlich der dritten Generalkonferenz der UNIDO eingehend diskutiert worden, ohne dass jedoch namhafte Ergebnisse erzielt worden sind. Trotzdem wurde erkennbar, dass die UNIDO über die bisher auf rein quantitative Grössen ausgerichtete Fragestellung hinausgegangen ist. Das Ziel eines 25prozentigen Anteils an der Industrieproduktion soll einen Inhalt erhalten. Im weiteren: eine erhöhte Produktion soll in den Zusammenhang des Produzierens für einen bestimmten Abnehmer gestellt werden.

Mit dem Beitritt der Schweiz zur UNIDO wird auch unsere Entwicklungspolitik mit jener der UNIDO identifiziert. Daraus ergibt sich zwingend, dass diese Entwicklungspolitik den Rahmen des Bundesgesetzes über die internationale Zusammenarbeit vom Jahre 1976 sprengt und eine Ausweitung der Zielsetzung unserer Politik stattfindet.

Noch ein Letztes: Mit der Gründung der UNIDO als Spezialorganisation ergibt sich eine weitere *capitis diminutio* der Generalversammlung der UNO. Durch die Diversifikation in die verschiedensten Spezialorganisationen – wie wir das seit Jahren kennen, ich erwähne lediglich UNESCO, UNICEF, FAO und so weiter und nunmehr auch die UNIDO – bleibt die berechnete Frage offen, was eigentlich der Generalversammlung der UNO an Aufgaben noch übrigbleibt. Der Schluss liegt nahe, dass diese internationale Konferenz endgültig zu einem Debattierklub abgestempelt ist.

Zumbühl: Ich bin mir bewusst, dass es etwas heikel ist, sich in diese UNIDO-Angelegenheit einzumischen. Aber wenn Sie mir gestatten, meine Meinung darzulegen, befreien Sie mich gewissermassen von einem Magendruck.

Beitritts- oder Ratifizierungsbeschlüsse bezüglich internationaler Organisationen fallen bald mehr oder weniger unter die Kategorie «Routinegeschäfte». Damit möchte ich nicht etwa sagen, diese Vorlagen würden vom zuständigen Departement nicht gut vorbereitet. Das Gegenteil ist der Fall. Herr Bundesrat Honegger und seine Mitarbeiter leisten mit viel Sachkenntnis gute Arbeit, und man sieht in diesem Departement – und auch im Departement für Auswärtige Angelegenheiten – vielfach die Realität. So hat zum Beispiel Botschafter Iselin vor zirka einem Jahr in einem Vortrag folgendes festgehalten: «Selbstverständlich stösst die internationale Zusammenarbeit auf Schwierigkeiten. Oft mag sie eher den Eindruck der Unordnung als einer sinnvollen Regelung vermitteln. Alle Beteiligten müssen sicher bestrebt sein, die Methoden für die Koordination ihrer Bemühungen zu verbessern.»

Die Schweiz wird sich bestimmt an eine solche Spielregel halten; aber bei weitem werden nicht alle Partner eine solche Haltung an den Tag legen. Die UNIDO will sich auch in den Dienst der Entwicklungshilfe stellen. Ich befürworte eine sinnvolle Entwicklungshilfe. Wir dürfen das Schicksal darbender Völker nicht einfach hinnehmen. Ich bin aber der Meinung, wir sollten trotzdem zweimal überlegen, was wir machen. Die Entwicklungshilfe muss vom Volk getragen werden. Um so vorsichtiger müssen wir in unserern diesbezüglichen Entscheiden bleiben. Unser Land ist nach allen Richtungen vertraglich abgesichert, verhängt, verflochten. Ich staune oft, dass man den Ueberblick nicht schon längst verloren hat und dass man die Leute für all die Delegationen, die sich bald da, bald dort zu längeren oder kürzeren Konferenzen einfinden müssen, noch zusammenbringen kann.

Ich weiss, wir können uns nicht ein Dasein unter der Glasglocke leisten. Wir sind auf Beziehungen und Bindungen angewiesen; aber es gibt hier auch Grenzen. Nur wird niemand diese Grenzen umschreiben können; aber hin und wieder sollten wir wenigstens unsere internationale Vertragsfreudigkeit ernsthaft einer Prüfung unterziehen. Unser verstorbener Freund und Ratskollege Raymond Broger hat vor zirka zwei Jahren anlässlich der Diskussion über den UNO-Bericht unter anderem gesagt: «Egoismus, Machtstreben und Emotionen spielen trotz der idealen Gründungsidee nach wie vor in der UNO ihre Rolle. Die Völker sind so, wie sie sind.» Diese Feststellung muss leider vielleicht auch auf diese UNIDO übertragen werden, und ich habe wenig übrig für diese Organisation. Es sind ja praktisch die gleichen Leute wie bei der UNO. Da wird selbst eine Umwandlung keine Wandlung bringen. Mit Seitenblick auf das Gerangel rund um die Olympiade oder den Wirtschaftsboykott gegen Iran oder auf den Einfall der Sowjetunion in Afghanistan ist eine solche Bemerkung wohl nicht unberechtigt.

Die «Neue Zürcher Zeitung» weiss am 11. Februar 1980 zu berichten, dass das UNIDO-Sekretariat während 50 Monaten – ich verspreche mich nicht – eine grossangelegte Konferenz vorbereitet habe, und dass dann diese Konferenz mangels einer guten Vorbereitung im Endergebnis einen Nulleffekt ausgewiesen habe. Es betrifft dies die Konferenz von New Delhi. So etwas lässt doch aufhorchen. Man sagt zwar, zum Glück sei alles missraten; aber aus jeder Not kann man notfalls noch eine Tugend machen. Nach einer 14jährigen Lebensdauer sollte diese Organisation nun endlich die Linie finden, sonst müsste man sagen, Hopfen und Malz sei verloren. Ich stelle keinen Antrag auf Nichteintreten. Es wäre doch etwas vermessen, gegen einen beinahe einstimmigen Beschluss einer Kommission Sturm zu laufen. Ich werde mich aber auch heute – wie ich das in der Kommission getan habe – der Stimme enthalten. Meine Haltung in dieser Frage mag als hinterwäldlerisch abgestempelt werden; das berührt mich wenig. Ich glaube,

eine kritische Stimme kann nicht schaden; versprechen wir uns von der Ratifizierung dieser Satzungen nicht allzuviel.

Miville: Die Ausführungen unseres Kommissionspräsidenten haben uns gezeigt, wie wichtig die Rolle und die Funktion der UNIDO sind. Die Ausführungen von Herrn Dobler haben dargelegt, wie problematisch das Ganze ist. Die UNIDO ist eine Clearing-Stelle zwischen Industriebestellern – und das sind vielfach staatliche Organe, so wie die Staaten geordnet sind im Entwicklungsbereich – und zwischen Industrielieferanten; das sind vielfach Private. Industrialisierung von Entwicklungsländern bedeutet auch in hohem Masse Rücksichtnahme auf die dortige Beschäftigungslage und Versorgung mit Lebensmitteln. Transfer von Technologien in Entwicklungsländer schafft grosse Probleme: neue Technologien vernichten unter Umständen Arbeitsplätze, alte Technologien – um es so auszudrücken – können sich im internationalen Konkurrenzkanpf nur schlecht bewähren und durchsetzen. Die Konferenz von New Delhi vor einigen Monaten hat in unserem Land eine schlechte Presse gefunden, zum Teil, und ist auch von Herrn Zumbühl begreiflicherweise erwähnt worden. Gerade sie aber war in hohem Masse dazu angetan, die Problematik, die ich angetönt habe, an den Tag zu bringen und die verschieden gearteten Ansprüche, welche an diese Arbeit gestellt werden, sichtbar zu machen. Wir müssen jeden internationalen Versuch begrüßen, eine Verständigung über diese Probleme am Verhandlungstisch zu erreichen.

Früher konnte man glauben, es genüge, Entwicklungsländer zu industrialisieren, um dort den Wohlstand herbeizuführen, den uns die Industrialisierung in Europa und in Nordamerika gebracht hat. Inzwischen sind Erfahrungen gemacht worden, welche zeigen, dass das zutrifft, was von Herrn Dobler erwähnt worden ist, nämlich dass solche Industrialisierungen in vielen Fällen dazu angetan sind, die Lage für die breiten Volksschichten noch zu verschlechtern, Strukturen zu zerstören, Kulturen zu zerstören, Arbeitsplätze zu reduzieren und einen Reichtum herbeizuführen, der dann nur der Reichtum einer verhältnismässig kleinen Schicht ist. Ich möchte daher an unser zuständiges Departement auch hier die Bitte richten, die Arbeit in der UNIDO nicht nur durch Fachleute der Wirtschaft, der Industrialisierung, nicht nur durch Fachleute aus dem Kreise unserer Handelsbeziehungen bewerkstelligen zu lassen, sondern auch Fachleute aus den Entwicklungsorganisationen, aus den Entwicklungshilfswerken beizuziehen, welche in dieser Beziehung über besondere Erfahrungen verfügen, und die sie beraten können in bezug auf die Arbeitsformen, die in den Entwicklungsländern gefunden werden müssen, und die vor allem die Versorgung der Länder mit Lebensmitteln, mit elementarem Grundbedarf sowie die Beschäftigung der dort lebenden Menschen sicherstellen.

Guntern: An und für sich habe ich nicht im Sinne gehabt, das Wort zu ergreifen; aber ich glaube doch, dass es notwendig ist, noch folgendes beizufügen.

Es stellt sich die Frage, wie die Entwicklungshilfe gestaltet sein soll. Es ist hier gesagt worden, die Schweiz habe eine bestimmte Vorstellung von dieser Entwicklungshilfe, die im Gesetz von 1976 festgelegt ist. Es ist eine Prioritätenordnung, bei der die ländliche Entwicklung im Vordergrund steht. Ich glaube, dass das auch gut ist; aber ich bin überzeugt, dass das allein nicht genügt. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Leute in den Entwicklungsländern auch eine Vorstellung haben, wie sich ihre Länder entwickeln sollen, die vielleicht nicht genau der schweizerischen Vorstellung entspricht. Die gleichen Probleme kennen wir ja auch innerhalb der Schweiz. Wir Walliser haben hin und wieder auch eine andere Vorstellung von der Entwicklung unseres Kantons. Auch das ergibt Schwierigkeiten.

Wir werden also nicht darum herumkommen, dass die Entwicklungsländer sich auch Vorstellungen über ihre Entwicklung machen, so dass wir nicht einfach eine Teilung in dem Sinne vornehmen können, dass wir sagen: Hier sind die Industrieländer, die über die Industrie verfügen und produzieren; auf der andern Seite sind die Entwicklungsländer, die Agrarwirtschaft betreiben. Eine solche Teilung können wir nicht vornehmen; sonst sehen wir an den Tatsachen vorbei. Ich bin überzeugt, dass dieser sehr schwierige Prozess viel Zeit benötigt. Es geht um die Auseinandersetzung Nord-Süd, die sehr wichtig ist, vielleicht ebenso wichtig wie jene zwischen Ost und West. Ich glaube, in dieser Situation brauchen wir solche Institutionen wie die UNIDO. Sie bildet ein Forum, in welchem man sich trifft und über Probleme diskutieren kann; auch wenn das nicht immer zum Ziel führt, ist es notwendig, dass diese Diskussionen stattfinden; ich befürworte daher den Beitritt zur UNIDO.

Bundesrat Honegger: Ich möchte dem Herrn Kommissionspräsidenten herzlich danken für seine umfassende und sachliche Kommentierung unserer Vorlage und der Kommissionsberatung.

Einige wenige Bemerkungen zu den Voten: Herrn Dobler möchte ich bestätigen, dass keine Differenz besteht zwischen der Anwendung unseres eigenen Entwicklungshilfegesetzes und der Zielsetzung der UNIDO. Diese Organisation will keine Prestigeprojekte fördern, vielmehr will sie kleine Projekte fördern, nämlich jene, die auch mit den bereits vorhandenen Strukturen (vor allem in der Landwirtschaft) in engster Beziehung stehen oder mit entsprechenden Rohstoffvorkommen in diesen Entwicklungsländern. Das ist zumindest unser Ziel.

Nun gebe ich gerne zu, dass die UNIDO – wie viele andere Organisationen – sich natürlich etwas andere politische Ziele setzt. Sie haben mit Recht darauf aufmerksam gemacht, dass die Zielsetzung der UNIDO, wie sie anlässlich einer Konferenz in Lima einmal festgelegt wurde, unrealistisch sei, nämlich 25 Prozent der Weltproduktion zu reservieren für die Entwicklungsländer. Hier sind wir gleicher Meinung; das ist eine utopische Vorstellung. Es ist aber eine politische Forderung, die nun einmal im Raume steht.

Ähnliche Forderungen sind bekanntlich an der gescheiterten Konferenz von Delhi vorgetragen worden. Dass diese Konferenz damals gescheitert ist – Sie haben darauf aufmerksam gemacht, Herr Zumbühl –, ist natürlich der Tatsache zuzuschreiben, dass zwischen den Entwicklungs- und den Industrieländern in bezug auf diese politischen Forderungen kein Konsens zustande kam. Ich habe bereits in der Kommission dargelegt, dass ich über das Scheitern dieser Konferenz gar nicht so unglücklich war. In der Regel überdeckt man diese Differenzen nämlich mit mehr oder weniger gescheiterten Communiqués. Hier hatte man einmal den Mut, zu sagen: Nein, wir unterschreiben kein solches Communiqué, sondern wir sagen ganz offen, dass hier Differenzen bestehen, die nicht einfach mit Communiqués überbrückt werden können. Wir haben also deutlich dargelegt, dass wir mit unserer Delegation mitbeteiligt waren und dass wir diese politischen Forderungen der Entwicklungsländer nicht akzeptieren konnten.

Herr Dobler stellte ferner die Frage, ob eigentlich die Generalversammlung der UNO noch irgendwelche Aufgaben zu bewältigen habe, nachdem nun alle Gebiete praktisch durch solche Spezialorganisationen «beackert» werden. Ich glaube schon. Persönlich habe ich den Eindruck, es wäre dem so wichtigen Nord-Süd-Dialog (wie ihn auch Herr Guntern verlangte) zwar wenig gedient, wenn man alle diese Fragen in der riesigen Organisation der Generalversammlung behandeln wollte. Hier sind nach meiner Meinung Spezialorganisationen – wo auch Spezialisten und Sachkenner zum Zuge kommen – viel wichtiger als die Generalversammlung, deren Debatten von Politikern geführt werden. Persönlich neige ich also zur Auffassung,

dass solche Spezialorganisationen eher zu praktischen Resultaten führen als die Generalversammlung. Trotzdem wird die UNO-Generalversammlung vor allem ein politisch sinnvolles Instrument bleiben. Sie werden ja bald Gelegenheit erhalten, sich einmal zur Frage der UNO und ihres Hauptorgans, der Generalversammlung, zu äussern, nämlich wenn es darum gehen wird, ob unser Land der UNO beitreten solle oder nicht.

Herr Zumbühl, ich habe es nicht vergessen, dass die UNIDO keine neue Spezialorganisation der UNO darstellt; vielmehr ist es eine alte, bereits bestehende Organisation. Wollten wir heute diese Ratifikation nicht vornehmen, wären wir einfach nicht mehr dabei und müssten den Austritt erklären. Sie müssen sich einmal vorstellen, was das bedeuten würde, wenn wir eine solche Organisation verlassen wollten, die an ihrer Zielsetzung gar nichts ändert. Es ist mit Recht gesagt worden: Der einzige Unterschied besteht jetzt darin, dass Satzungen aufgestellt worden sind und eine gewisse Unabhängigkeit von der UNO-Generalversammlung erreicht worden ist, insbesondere im Hinblick auf die Gestaltung des Budgets. Es ist vielleicht sogar sinnvoll, diese Separierung von der UNO-Generalversammlung vorzunehmen. Ein Austritt der Schweiz wäre also sehr spektakulär und müsste von den übrigen Mitgliedsländern so aufgefasst werden, als ob wir mit der Zielsetzung nicht mehr einverstanden wären; das ist bestimmt nicht der Fall.

Das Hauptziel der UNIDO besteht darin, einen Kontakt herzustellen zwischen den Entwicklungsländern und der Wirtschaft. Das finden Sie in keiner anderen Organisation. Es geht also darum, möglichst sinnvolle Projekte zu entwickeln und dabei zu beachten, wie sie verwirklicht werden können, eben in engster Zusammenarbeit mit denjenigen, die an dieser Entwicklung beziehungsweise dieser Industrialisierung beteiligt sind. Das sind auf der einen Seite die Entwicklungsländer, auf der andern Seite unser System, das Marktsystem, das wir aufrechterhalten wollen, die einzelnen Unternehmungen. Es handelt sich nicht um die grossen Unternehmungen (wie Nestlé, BBC, Sulzer oder andere); denn diese finden den Kontakt mit den Regierungen in den Entwicklungsländern ohne weiteres. Kleinere oder mittlere Firmen haben aus verständlichen Gründen Mühe. Da bietet sich die UNIDO als recht zweckmässige Brücke und Vermittlungsstelle an.

Ob wir dabei sind oder nicht – Herr Zumbühl –, ändert an der UNIDO sehr wahrscheinlich nicht viel; die Erfahrung hat bisher aber gezeigt, dass unsere Mitarbeit in der UNIDO, besonders jene des Herrn Botschafter Dunkel, sehr geschätzt wurde und dass wir in vielen Belangen ein recht massgebliches Wort mitreden konnten. Gerade bei diesen Spannungen zwischen West und Ost hörte man viel mehr auf die Stimme der Schweiz, die etwas dazwischen steht.

Andererseits bin ich mit Ihnen einig: Es gibt natürlich kritische Bemerkungen anzubringen. Ich gehöre nicht zu jenen, die einfach alles unterschreiben würden, was da in der UNO und ihren Spezialorganisationen besprochen wird. Man muss dabei aber immer wieder berücksichtigen, dass wir nicht allein sind, sondern dass der Dialog Nord-Süd auch in den Spezialorganisationen immer wieder gepflegt wird und sehr wichtig ist. Sie haben selbst erklärt – Herr Zumbühl –, dass Sie die Entwicklungshilfe begrüssen. Wir können sie natürlich nicht selbst organisieren, sondern das lässt sich nur im Rahmen dieser Organisationen tun.

Herr Miville, die Zusammenarbeit mit den Vertretern der Entwicklungshilfe der privaten und kirchlichen Organisationen besteht. Die Frage ist die, ob man sie hier bei der UNIDO etwas mehr berücksichtigen könnte. Im Gegensatz zu andern Spezialorganisationen der UNO haben wir hier Gelegenheit, andere als nur staatliche Organe beizuziehen. Vertreter der Gewerkschaften und Vertreter der Wirtschaft sind dabei. Ich werde überprüfen – im Moment bin ich zuwenig im Bild – wieweit auch die von Ihnen ange-

sprochenen Organisationen etwas mehr beigezogen werden sollten.

Zum Schluss: Herr Guntern, dieser Nord-Süd-Dialog ist ein sehr wichtiger Dialog; damit bin ich einverstanden. Ich komme gerade von der OECD-Konferenz in Paris zurück. Dieser Nord-Süd-Dialog stand im Vordergrund der Besprechungen. Ich möchte allerdings etwas davor warnen, dass man glaubt, mit viel Papier sei dieses Problem gelöst. Ich bin auch etwas skeptisch, ob der jetzt vorbereitete grosse Nord-Süd-Dialog im Rahmen der UNO-Generalversammlung – die sogenannte Globalkonferenz, die demnächst stattfinden soll – der richtige Weg ist. Ich habe den Eindruck, etwas weniger Sprüche und etwas mehr praktische Arbeit wäre sehr wahrscheinlich hier sinnvoll. Ich habe die Befürchtung, dass diese grosse Weltkonferenz über Nord-Süd-Probleme zu einem Palaver werden könnte und dass eine grosse Enttäuschung entsteht – insbesondere bei den Entwicklungsländern –, wenn dann keine praktischen Ergebnisse erzielt werden. Es gibt genügend Probleme, die gelöst werden sollten und für die man auch einmal Lösungen präsentieren sollte. Ich denke an das, was auch in der Kommission von Herrn Ständerat Letsch aufgeworfen worden ist, dieses sogenannte Recycling. Die beträchtlichen Ueberschüsse der OPEC-Länder sollten sinnvollerweise dorthin geleitet werden, wo dieses Geld gebraucht wird, nämlich in die nicht Oel exportierenden Entwicklungsländer. Es ist noch keine Lösung in Aussicht, dabei wäre das eine konkrete Aufgabe, die zu lösen wäre. Ich habe etwas Bedenken, dass eine Riesendemonstration im Rahmen der UNO sehr wahrscheinlich keine praktischen Ergebnisse zutage fördern wird. Ueber solche Dinge haben wir in Paris sehr offen gesprochen. Die Meinungen sind, wie immer in solchen Dingen, natürlich geteilt. Ich bin aber mit Herrn Guntern damit einverstanden, dass der Nord-Süd-Dialog weitergeführt werden muss. Es wird für die nächsten Jahre auch für unser Land eine Bewährungsprobe sein, ob man in diesem Nord-Süd-Dialog einen Schritt weiterkommt.

Ich danke Ihnen für die gute Aufnahme der Vorlage.

Präsident: Ein Antrag auf Nichteintreten wurde nicht gestellt. Sie haben Eintreten stillschweigend beschlossen. Die Kommission beantragt Zustimmung *in globo*. Wird ein anderer Antrag gestellt? Das ist nicht der Fall.

Gesamtberatung – Traitement global du projet

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Beschlussentwurfes

32 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

UNIDO. Beitritt

ONUDI. Adhésion

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1980
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	79.080
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.06.1980 - 08:00
Date	
Data	
Seite	234-238
Page	
Pagina	
Ref. No	20 008 724

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.